

# PAQUET TÉLÉCOM : VAGUES DE SENSIBILISATION

LE 5 FÉVRIER 2010 PEIGNOIS AURORE

Dans le débat vigoureux au sujet du « paquet télécom », des nouveaux acteurs sont entrés en jeu. On les appelle les activistes. Parmi les plus dynamiques, on retrouve le collectif « La Quadrature du net ». Ce rassemblement online de citoyens vise à influencer les leaders politiques via des opérations de « mass mailing ».

Dans le débat vigoureux au sujet du « paquet télécom », des nouveaux acteurs sont entrés en jeu. On les appelle les activistes. Parmi les plus dynamiques, on retrouve le collectif « La Quadrature du net ». Ce rassemblement online de citoyens vise à influencer les leaders politiques via des opérations de « mass mailing ».

« La Quadrature du Net appelle ses soutiens à **se mobiliser** afin que l'amendement 138 déposé sur le rapport Trautmann[1] soit voté et contribue à garantir que la « riposte graduée » ne puisse être mise en place en Europe », pouvait-on lire en septembre dernier, sur le site internet de la « **La Quadrature du net** ». « Il s'agit d'un collectif de citoyens qui informe sur des projets de lois que nous considérons dangereux pour les libertés individuelles mais aussi pour le développement socio-économique de l'internet », explique Jérémie Zimmermann, porte-parole et cofondateur de la plateforme, au journaliste **Damien Van Achter**. La mobilisation des citoyens est organisée sur un **wiki**, un site web dont la principale caractéristique est de permettre à ses utilisateurs d'éditer de façon simple et rapide n'importe laquelle de ses pages. Parmi les tâches proposées, les internautes peuvent contacter personnellement les députés pour les sensibiliser ou leur expliquer les tenants et aboutissants des projets sur lesquels ils travaillent. Pour ce faire, de nombreux outils sont à la disposition des citoyens. De la lettre type en passant par la **liste** exhaustive des moyens de contacter chaque politicien concerné, le citoyen a, entre les mains, tous les outils pour être un parfait activiste.

## Vague de mails

Lorsque des telles opérations de sensibilisation sont mises en place, les boites mails des députés se retrouvent vite submergées. Philippe Lamberts, eurodéputé vert en témoigne : « avant le débat sur le « paquet télécom, on n'avait jamais connu un bombardement par emails en provenance de citoyens à titre personnel. Mais il faut bien se rendre compte qu'à un moment, on arrive au seuil de saturation et qu'on ne fait plus attention ». Pour le politicien belge, « la démocratie c'est un peu une série d'intermédiations entre les citoyens et la décision politique. Je trouve que les ONG y ont toute leur place mais je pense que parfois, elles scient la branche sur laquelle elles sont assises. Si elles venaient nous trouver en disant ; "voici un texte que nous avons soumis à la consultation populaire sur Internet et pour lequel nous avons 1 millions de signatures, quelle est votre réponse" ? Il faut bien se dire que les députés ont une bande passante limitée et qu'on ne va pas répondre à 10.000 mails... même si on sait que c'est important ».

De son côté, Christian Engström (VERT) dont la carrière politique a décollé grâce à ce type d'action en Suède, a une opinion tout à fait différente sur les opérations d'envois multiples, dites de « mass mailing » : « Je pense que c'était absolument central dans le débat. C'est uniquement grâce à la mobilisation des activistes qui se sont intéressés au Paquet télécom que nous avons pu trouver quelque chose qui allait dans la bonne direction ». L'eurodéputé reconnaît tout de même que c'est son background d'activiste pour le parti suédois Pirate Bay qui l'en convint. Selon lui, il est central que les lettres écrites par les citoyens soient personnelles, « car personne n'apprécie recevoir à profusion une lettre unique sans personnalisation, c'est juste du spam », dit-il. « Mais si de nombreux citoyens envoient une lettre qu'ils ont écrite eux-mêmes, ça peut faire la différence. Je pense que cette action a eu un énorme impact pour les Parlementaires qui n'étaient pas convaincus au préalable de la nécessité de mettre en place certaines garanties », ajoute Christian Engström.

Les deux prochaines étapes pour les activistes consisteront à rappeler à leur propre gouvernement que les droits des citoyens par rapport à Internet doivent être respectés et que « la discussion n'est pas finie puisque la directive n'est pas parfaite », renchérit M. Engström. Il reste donc pas mal de pain sur la planche pour les collectifs citoyens.

—

> Article initialement publié sur le blog d'Aurore